



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/CN

**Arrêté préfectoral imposant à la société SUEZ RV des prescriptions complémentaires
pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à LOURCHES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 515-70 et R. 515-71 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 13 novembre 2024 nommant Monsieur Pierre MOLAGER, secrétaire général de la préfecture du Nord, sous-préfet de Lille ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié délivré le 1^{er} octobre 2003 à la société RECYDEM pour l'exploitation d'un centre de traitement de déchets ménagers et banals situé à LOURCHES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le donner acte du 3 août 2016 du changement de dénomination sociale de la société RECYDEM en SUEZ RV ;

Vu le dossier de réexamen transmis en préfecture du nord le 16 septembre 2019 ;

Vu les demandes de compléments formulées par l'inspection des installations classées du 6 avril 2022 et du 22 juin 2022 ;

Vu le dossier de réexamen complété dans sa version de décembre 2022 ;

Vu le rapport du 19 mai 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant le 11 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 11 juin 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. les conclusions des MTD du BREF WT s'appliquent à l'établissement SUEZ RV situé à LOURCHES et l'exploitant n'a pas formulé de demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du code de l'environnement ;
2. en comparaison avec les conclusions des MTD du BREF WT et du BREF WI, le suivi des rejets sur les effluents aqueux effectué par la société SUEZ RV pour son site de LOURCHES nécessite d'être actualisé et précisé ;
3. les conclusions des MTD du BREF WI s'appliquent à l'établissement SUEZ RV situé à LOURCHES pour sa plateforme de traitement de mâchefers et l'exploitant n'a pas formulé de demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du code de l'environnement ;
4. l'exploitant est en cours de réalisation d'une étude visant à démontrer l'absence d'impact sur l'environnement de son stockage de mâchefer maturés ;
5. les conclusions de cette étude sont nécessaires pour déterminer les modalités de mise en œuvre de la meilleure technique disponible 12 a) "imperméabilisation des surfaces et mise en œuvre d'un système de drainage adéquate" du BREF WI ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société SUEZ RV, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 16 place de l'iris 92040 PARIS LA DEFENSE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement sis le pont tournant, rue Waldeck Rousseau 59156 LOURCHES.

Article 2 – Modification des articles 13 et 15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} octobre 2003

Le tableau fixant les valeurs limites d'émission de l'article 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} octobre 2003 et la fréquence de surveillance prévue à l'article 15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} octobre 2003 est remplacé par :

Paramètre	VLE sortie STEP interne mg/l	Fréquence surveillance
DBO5	800	mensuelle
DCO	2000	mensuelle
Hydrocarbures totaux	10	mensuelle
Azote Tot	150	mensuelle
Phosphore Tot	10	mensuelle
COT	40	mensuelle
Plomb	0,06	mensuelle
Sulfate	1000	mensuelle
Chlorure	-	mensuelle
NH4	150	mensuelle
PCDD / PCDF	-	semestrielle
pH	5,5 - 8	continu
Conductivité	-	continu

Article 3

L'exploitant remet les conclusions de l'étude visant à démontrer l'absence d'impact sur l'environnement de son stockage de mâchefers maturés à échéance de 6 mois à notification du présent arrêté.

Article 4 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 5 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 6 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LOURCHES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LOURCHES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 15 JUL. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Pierre MOLAĞER